

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.219/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, le 30 janvier 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci", a donné le 2 février 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 31.219/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 januari 2001 door de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking en de procedure voor de kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik", heeft op 2 februari 2001 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation telle qu'elle est reproduite dans la lettre de demande d'avis est la suivante :

"(...) en application du règlement européen 2887/2000 du 18 décembre 2000 relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale et de l'arrêté royal du 12 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications, les négociations relatives au dégroupage de l'accès à la boucle locale sont en cours depuis le 1er janvier 2001 et à tout moment les opérateurs concernés peuvent, sans avoir à attendre l'écoulement du délai de négociation de quatre mois visé à l'article 108bis, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, saisir, conformément à l'article 79ter, § 2, de la loi précitée, la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, accès spécial, l'accès dégroupé à la boucle locale et les utilisations partagées, pour demander une prolongation dudit délai de négociation, (...)"

*

* *

Dans l'avis 30.770/4, donné le 22 novembre 2000, sur un projet devenu l'arrêté royal du 12 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux de

.../...

télécommunications (1), la section de législation avait, notamment, fait l'observation suivante :

"Pour assurer une parfaite concordance entre les règles générales de procédure, applicables à toute procédure devant la Chambre, et celles particulières à certains litiges, mieux vaudrait faire figurer toutes les dispositions relatives à la procédure dans un seul et même arrêté.

A tout le moins, il convient de préciser dans quelle mesure les règles particulières entendent déroger aux règles générales. Les dispositions particulières prévues par le présent projet ne règlent en effet pas tous les aspects de la procédure. Elles ne règlent ainsi pas l'examen de la recevabilité de la demande, le délai dans lequel la Chambre doit rendre sa décision, l'audition de témoins ou la désignation d'experts, ni la question des frais de procédure.

Si certes l'on pourrait considérer que tout ce qui n'est pas réglé par le présent projet l'est par l'arrêté royal du 20 avril 1999 [lire: 4 octobre 1999] précité, force est de constater que certaines règles qui figurent dans l'arrêté royal du 4 octobre 1999 précité sont manifestement inadaptées aux litiges faisant l'objet du présent projet. Tel est le cas, par exemple, du délai de six mois prévu par l'article 5 de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, qui est manifestement inadapté à une demande tendant à obtenir une prorogation du délai de négociation d'un accord."

Si l'arrêté en projet, dès lors qu'il tend à modifier l'arrêté royal du 4 octobre 1999 précité répond effectivement à la première partie de l'observation qui précède, il n'en reste pas moins que l'intégration de la procédure particulière qu'il prévoit, dans les règles générales de procédure est toujours autant problématique. Mise à part la règle de computation des délais qui figure à l'article 14, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999 que

(1) Moniteur belge du 29 décembre 2000, 2e éd.

l'article 3 du projet d'arrêté déclare inapplicable aux délais mentionnés à l'article 13bis en projet, la question se pose toujours de savoir dans quelle mesure les autres dispositions des chapitres Ier, II et III sont applicables à la procédure particulière prévue par le projet.

Ainsi, par exemple, l'article 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, qui prévoit que la demande d'intervention de la Chambre doit être adressée par "lettre recommandée avec accusé de réception au fonctionnaire dirigeant l'Institut" est-il applicable à la demande prévue par le présent projet qui se limite à prévoir que la demande doit être adressée par lettre recommandée?

La même question d'applicabilité se pose pour l'examen de la recevabilité ou de l'irrecevabilité manifeste, devant intervenir dans les cinq jours de la réception de la demande, qui est prévu par l'article 3, § 1er, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, ou encore pour la règle, inscrite à l'article 4 du même arrêté, selon laquelle la procédure a lieu même en l'absence d'une des parties.

On pourrait multiplier les exemples.

Par conséquent, il convient que l'auteur du projet passe en revue toutes les dispositions de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, examine si oui ou non il souhaite qu'elles soient d'application pour la procédure particulière prévue par le projet, et complète le chapitre IIIbis en projet par une disposition précisant quelles sont les autres dispositions de l'arrêté qui sont ou ne sont pas applicables à cette procédure particulière.

.../...

Outre cette observation, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur les deux points ci-après.

1. A l'alinéa 1er du préambule, il y a lieu de viser l'article 108bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques, inséré par la loi du 2 janvier 2001, qui constitue également le fondement légal de l'arrêté en projet.

2. Compte tenu de la modification apportée à l'article 79ter, § 2, alinéa 1er, de la loi du 21 mars 1991 précitée, inséré par la loi du 2 janvier 2001, il convient de modifier également l'article 1er, 3°, de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, comme suit :

"3° litige : litige en matière d'interconnexion, lignes louées, accès spécial, accès dégroupé à la boucle locale ou utilisation partagée.".

Observation finale

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. Certaines observations à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de adviesaanvraag aldus :

"(...) en application du règlement européen 2887/2000 du 18 décembre 2000 relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale et de l'arrêté royal du 12 décembre 2000 modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications, les négociations relatives au dégroupage de l'accès à la boucle locale sont en cours depuis le 1er janvier 2001 et à tout moment les opérateurs concernés peuvent, sans avoir à attendre l'écoulement du délai de négociation de quatre mois visé à l'article 108bis, § 2, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, saisir, conformément à l'article 79ter, § 2, de la loi précitée, la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, accès spécial, l'accès dégroupé à la boucle locale et les utilisations partagées, pour demander une prolongation dudit délai de négociation, (...)".

*

*

*

In advies 30.770/4 van 22 november 2000 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 12 december 2000 tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van

.../...

openbare telecommunicatienetwerken (1) is geworden, heeft de afdeling wetgeving onder meer het volgende opgemerkt :

"Opdat er een perfecte samenhang zal zijn tussen de algemene procedureregels, die van toepassing zijn op iedere procedure vóór de Kamer, en de regels die specifiek gelden voor bepaalde geschillen, zou het beter zijn alle bepalingen over de procedure in eenzelfde besluit samen te brengen.

Er behoort op zijn minst gepreciseerd te worden in hoeverre de steller van het ontwerp de bijzondere regels wil laten afwijken van de algemene regels. De bijzondere bepalingen waarin het onderhavige ontwerp voorziet regelen immers niet alle aspecten van de procedure. Ze regelen bijvoorbeeld niet het onderzoek van de ontvankelijkheid van het verzoek, de termijn waarbinnen de Kamer haar beslissing moet nemen, het horen van getuigen of de aanwijzing van experts, noch de kwestie van de proceskosten.

Ook al kan er zeker van worden uitgegaan dat al wat niet geregeld wordt in het onderhavige ontwerp, geregeld is bij het genoemde koninklijk besluit van 20 april 1999 [lees : 4 oktober 1999], op te merken valt dat sommige regels van het genoemde koninklijk besluit van 4 oktober 1999 kennelijk niet aangepast zijn aan de geschillen die aan bod komen in het voorliggende ontwerp. Dat is bijvoorbeeld het geval met de termijn van zes maanden waarin artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 voorziet; deze termijn is kennelijk niet adequaat voor een verzoek tot het verkrijgen van een verlenging van de termijn om te onderhandelen over een akkoord."

Hoewel het ontworpen besluit, aangezien het ertoe strekt het voormelde koninklijk besluit van 4 oktober 1999 te wijzigen, daadwerkelijk voldoet aan het bepaalde in het eerste gedeelte van de voorgaande opmerking, blijft het nog

(1) Belgisch Staatsblad van 29 december 2000, 2e uitgave.

altijd even problematisch de daarin bepaalde bijzondere procedure in de algemene procedureregeling op te nemen. Afgezien van de regel voor de berekening van de termijnen die vervat is in artikel 14 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999, dat volgens artikel 3 van het ontwerp niet geldt voor de termijnen vermeld in het ontworpen artikel 13bis, rijst nog altijd de vraag in hoeverre de andere bepalingen van de hoofdstukken I, II en III van toepassing zijn op de bijzondere procedure waarin het ontwerp voorziet.

Is artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 bijvoorbeeld, dat bepaalt dat het verzoek aan de Kamer om een zaak aan zich te trekken "per aangetekend schrijven met ontvangstmelding (...) aan de leidinggevende ambtenaar van het Instituut" moet worden gericht, van toepassing op het verzoek waarin het voorliggende ontwerp voorziet, dat alleen bepaalt dat het verzoek bij aangetekende brief dient te geschieden ?

Dezelfde vraag in verband met de toepasselijkheid rijst wat betreft het onderzoek van de ontvankelijkheid of van de kennelijke niet-ontvankelijkheid, waarin artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 voorziet, en dat binnen vijf dagen na ontvangst van het verzoek moet geschieden, of nog wat betreft het voorschrift vervat in artikel 4 van hetzelfde besluit, luidens hetwelk de procedure hoe dan ook wordt voortgezet, ook al is één van de partijen afwezig.

Er kunnen nog tal van andere voorbeelden worden aangehaald.

.../...

De steller van het ontwerp dient bijgevolg alle bepalingen van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 onder de loep te nemen, na te gaan of hij al dan niet wil dat ze van toepassing zijn op de bijzondere procedure waarin het ontwerp voorziet, en het ontworpen hoofdstuk IIIBis aan te vullen met een bepaling waarin staat welke andere bepalingen van het besluit wel of niet van toepassing zijn op deze bijzondere procedure.

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt voorts op de volgende twee zaken gevestigd.

1. In het eerste lid van de aanhef behoort ook artikel 108bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001, te worden vermeld, dat eveneens een rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit.

2. Gezien de wijziging die is aangebracht in artikel 79ter, § 2, eerste lid, van de genoemde wet van 21 maart 1991, ingevoegd bij de wet van 2 januari 2001, behoort ook artikel 1, 3°, van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 te worden gewijzigd, en wel als volgt :

"3° geschil : geschil inzake interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang, ontbundelde toegang tot het aansluitnet en gedeeld gebruik."

.../...

Slotopmerking

De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo bijvoorbeeld schrijve men in het ontworpen opschrift van hoofdstuk IIIbis "Procedure inzake ...". In het ontworpen artikel 13bis, § 1, eerste lid, schrijve men "Indien de partijen voorzien dat ...". In het tweede lid schrijve men "Een zodanig verzoek is ontvankelijk indien het : 1° geschiedt bij ...". In de punten b) en d) van paragraaf 1, tweede lid, 1°, schrijve men respectievelijk "is" en "zijn" in plaats van "werd" en "werden". In 2° schrijve men "van het verzoek aan de Kamer" in plaats van "van de vraag aan de Kamer".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN